P7° 412

ISSN 0339-5383

OMAN en lutte

Organe du Comité de soutien à la révolution en Oman

N° 6 JUIN 1978. BIMESTRIEL. PRIX : 1 F

Comme au Tchad, comme au Sahara, l'avion franco-anglais en action

LES "JAGUAR" CONTRE LE PEUPLE OMANAIS

Un capitaine de l'armée du Sultan rejoint le F.P.L.O. et apporte des informations de première main sur la présence étrangère dans le pays

EDITORIAL

VERS LA MISE EN PIÈCES D'OMAN ET DES ÉMIRATS ?

« Si l'Iran est appelé à intervenir militairement dans les affaires intérieures des états du Golfe, il doit bien être entendu à l'avance par les Etats-Unis que c'est là le rôle qui lui est assigné. » **On ne peut être plus clair et le rapport du Comité sénatorial sur l'énergie et les ressources naturelles rendu public le 18 décembre dernier est à inscrire dans la compétition farouche qui oppose l'Iran et l'Arabie Saoudite pour le service des intérêts impérialistes d'une part, pour le développement de leurs hégémonies respectives dans le Golfe et la péninsule arabique d'autre part.**

Le Chah chez Carter

Bien que les vues de l'administration Carter ne coïncident pas forcément avec celles exprimées par le Comité sénatorial (ce dernier est présidé par le sénateur Jackson, bien connu pour ses sympathies inconditionnelles à l'égard des régimes israélien et iranien), la publication de ce rapport constitue un succès important pour Téhéran. D'autant que celui-ci précise par ailleurs que les Etats-Unis ont « un intérêt direct » à empêcher les forces progressistes d'accéder au pouvoir dans les états pétroliers du Golfe et qu'il souligne la nécessité pour les Etats-Unis d'un Iran puissant, sans exprimer une préoccupation semblable en ce qui concerne l'Arabie saoudite dont la stabilité politique n'est jugée que « d'un intérêt complémentaire ». Dans le même temps, le Congrès tente de s'opposer à la volonté de la Maison Blanche de vendre 60 chasseurs F15 « Eagle » à l'Arabie.

(Suite page 6)

Le 20 octobre 1977, le capitaine Rabie Awadh Marzouk, membre de l'état-major de la brigade « Dhofar » de l'armée dite « du sultan d'Oman » rejoignait les rangs du Front populaire de libération d'Oman. Il apportait la confirmation que les 12 chasseurs-bombardiers « Jaguar » livrés au sultan d'Oman sont effectivement utilisés dans des opérations de contre-guérilla. Depuis quatre ans, confronté au déferlement des armées étrangères venues défendre le trône chancelant du sultan Qabous, le F.P.L.O. a essuyé les coups sévères de la coalition barbare et sans scrupules chargée d'écraser la lutte d'indépendance du peuple d'Oman. On peut saisir la haute valeur symbolique du ralliement du capitaine Rabie Awadh.

Le capitaine Rabie Awadh Marzouk après son ralliement : « la nature réelle du régime... »

C'est au début de 1968 que les Britanniques annoncent leur retrait à l'est de Suez. Ce retrait s'opère dans la région du Golfe en 1970-1971. Pourtant à Oman le retrait est rendu impossible par la puissance de la lutte armée au Dhofar, par la fragilité de la dynastie régnante et le manque de moyens d'action économique suffisants du fait d'une rente pétrolière limitée.

Tout en conservant la direction absolue des affaires du pays, Londres s'attache à élargir l'assise du régime par la création d'une classe tampon composée de fonctionnaires, de dignitaires du régime, de grands propriétaires terriens, de représentants des compagnies étrangères, de compradores... Dans l'armée, le mot d'ordre d'« omanisation » est lancé pour faire face à la montée du mouvement national. Le général Graham, commandant en chef en Oman, résume ainsi à la fin de 1971 les nouvelles options britanniques :

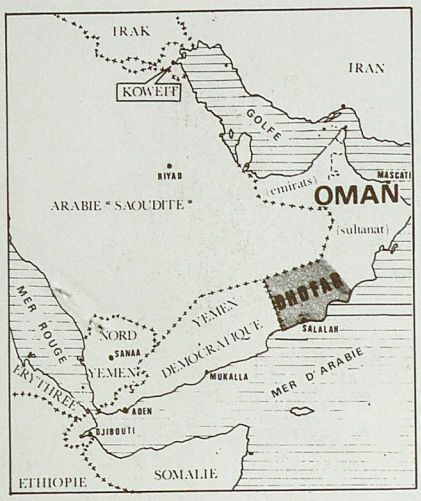
« *La formule que j'utilise aujourd'hui devant mes soldats et mes officiers n'est plus ECRASER et VAINCRE la rébellion, mais LIBERER nos frères du Dhofar de l'oppression de ces communistes extrémistes, cruels et perfides, venus de l'étranger.* »

C'est ainsi que certains Omanais, désignés pour appartenir à l'élite en formation, se trouvèrent promus au rang d'officier.

Quels ont été alors les motifs assez puissants pour amener le capitaine Rabie Awadh, un des privilégiés, à abandonner ses

(Suite page 2)

Bibliothèque de Sciences Po



Des « Sauvages » qui manient les armes modernes

privilèges ? L'ancien officier du sultan s'en est expliqué.

« Je me suis enrôlé dans l'armée dès la première semaine de l'arrivée au pouvoir de Qabous en juillet 1970. Cela ne veut pas dire que je me considérais comme dévoué au sultan ou aux Britanniques. Mon engagement avait d'autres raisons : les difficultés économiques d'existence, particulièrement à cette époque, et une incompréhension de la nature et de la dimension du changement qui s'opérait.

Dès que j'ai été nommé officier, je me suis trouvé en contact étroit avec les officiers britanniques et plus généralement étrangers. J'ai pu me rendre compte alors de beaucoup de choses, prendre conscience de ce que Qabous représente réellement et découvrir qui sont les vrais maîtres du pays, ceux qui administrent les affaires de l'état. Mon hostilité envers l'autorité en place s'est accrue lors de l'occupation par les forces iraniennes des îles omanaises [Grande Tomb, Petite Tomb et Abou Moussa occupées le 30 novembre 1971], *de l'invasion scandaleuse d'Oman par l'Iran* [l'intervention massive au Dhofar des forces iraniennes a commencé le 20 décembre 1973], *et de la cession aux Etats-Unis de l'île de Massirah* [en 1976]. *Toutes ces raisons m'ont incité à rejoindre les rangs de la révolution omanaise afin de prendre part à la lutte armée qui libérera notre terre de toutes les formes de colonialisme, qui en expulsera les forces impérialistes qui y sont stationnées et qui établira un régime patriotique de justice et de progrès.*

l'organisation de l'armée

L'armée du sultan est composée de trois armes principales : l'armée de terre (S.O.L.F.), l'armée de l'air (S.O.A.F.) et la marine (S.O.N.). Les effectifs en sont à 50 % omanais, 40 % Baloutches (non compris les Baloutches naturalisés omanais) et à 10 % anglais, pakistanais, indiens. Bien qu'il y ait sans doute près d'une moitié d'Omanais, ceux-ci ne détiennent pas les postes clefs et sont dépourvus d'influence. Le commandant en chef de l'armée est un Anglais nommé par le ministère de la Défense britannique. Les commandants de la marine, de l'armée de l'air et de la brigade « Dhofar » sont également Anglais, de même que leurs officiers d'état-major sont des Anglais, des Pakistanais ou des Indiens. Dans l'infanterie quelques postes de commandement ont été donnés à des officiers omanais, non à cause de capacités personnelles particulières mais parce que les Anglais leur font confiance, qu'ils sont pratiquement illettrés et qu'ils sont connus pour leur docilité. Ceux des officiers omanais qui sont capables et instruits sont dispersés dans des unités sans grande importance où ils n'exercent aucune tâche réelle de commandement. Chaque officier omanais qui reçoit le commandement d'une unité d'infanterie est flanqué d'un « adjoint » britannique... dont l'avis est prépondérant en toute circonstance.

les forces britanniques

Il existe en Oman et particulièrement au Dhofar des forces terrestres, aériennes et navales britanniques qui opèrent depuis l'île de Massirah et la base aérienne d'Oum Al-Ghaouaref, près de Salalah. La base aérienne de Massirah est beaucoup moins importante que n'importe quelle autre base britannique de l'Océan Indien ou de la Méditerranée. Il semble qu'au début de l'année 1977 les Anglais aient retiré une partie de leur équipement de l'île avant de la remettre aux forces américaines. A la base aérienne d'Oum Al-Ghaouaref, les inscriptions « ROYAL AIR FORCE » ont été remplacées par le sigle de l'armée de l'air du sultan. Tous les panneaux témoignant de la présence britannique ont disparu mais l'armée britannique demeure dans la base.

Il y a aussi au Dhofar un commando du Special Air Service (S.A.S.) britannique. Baptisé « BATT » (British Army training team), il est composé d'environ 500 hommes et constitue une unité d'élite de l'armée du sultan. Citons enfin plusieurs unités d'artillerie de campagne, un bataillon du génie, une autre unité, la « Sound Ranging Battery » et un groupe dénommé 2IT (pour « 2nd Information Team ») et parfois PSY-OPS et dont la tâche consiste à mener, sous l'autorité du BATT, la guerre psychologique. Son quartier général se trouve à Oum Al-Ghaouaref.

Un effectif de 800 officiers britanniques est détaché auprès de l'armée du sultan. Il en assume l'entraînement et l'administration. Cela indépendamment de la présence d'autres officiers de diverses nationalités, notamment australiens, indiens, pakistanais et cingalais. Ces derniers, au nombre de 500 environ, sont affectés principalement aux tâches de commandement, d'administraton et à la logistique.

les forces aériennes et navales

150 pilotes et officiers administratifs de différentes nationalités travaillent au sein de l'armée de l'air dite « du sultan ». La plupart sont anglais, certains cingalais ou australiens. Ceci en plus d'une cinquantaine d'officiers britanniques qui dirigent le réseau de contrôle aérien.

200 officiers anglais, pakistanais et indiens sont affectés à la marine « omanaise ». Certains de ces officiers sont détachés de l'armée de leur pays d'origine. Les Britanniques sont en effectif restreint mais ils détiennent les postes clefs.

les forces iraniennes

*Des forces iraniennes terrestres, aériennes et navales sont présentes en plusieurs endroits d'Oman et en particulier au Dhofar. Des troupes de l'Infanterie et des forces spéciales, connues sous le nom d'*Imperial Iranian Task Force *(I.I.T.F.), stationnent dans la région ouest de cette province, le long des frontières du Yémen démocratique. Le commandement de ces forces est basé à Manston (ou Hairzoun), au nord de Rakhyout. Il semble que certaines troupes iraniennes aient été retirées en janvier 1977 mais je n'ai pas une idée exacte de la dimension de ce retrait et j'ignore si elles ont été rapatriées ou affectées à d'autres régions d'Oman. Cela demeure un sujet de discussion.*

Des batteries de défense anti-aérienne iraniennes ont été installées à Salalah, Thamrit, Sarfeit, Makinat Chahn et Habrout. Elles demeurent ainsi que les bases radar de Thamrit, du nord de Qairoun Hariti et de la base de Salalah.

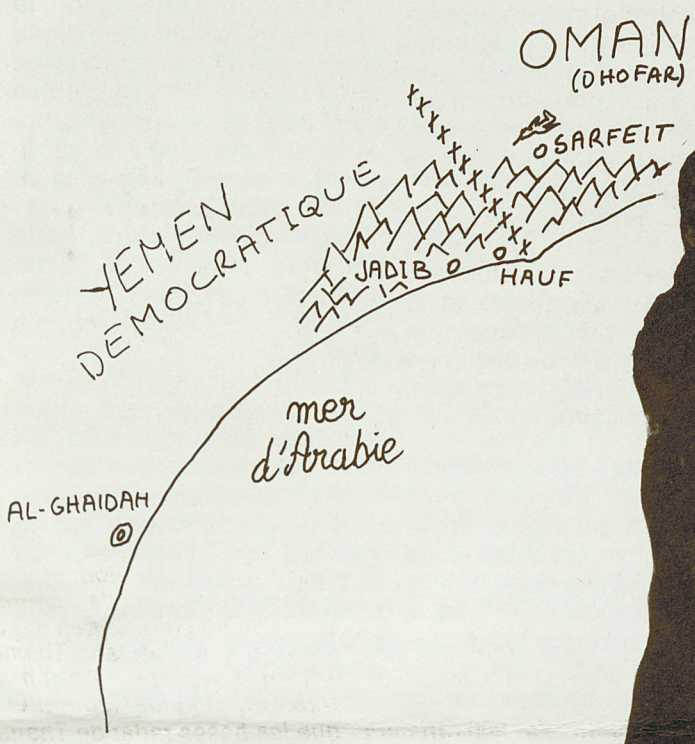
Les « Phantom » iraniens utilisent la base aérienne de Thamrit mais ils n'y séjournent pas longtemps et retournent périodiquement en Iran après avoir effectué diverses missions à Massirah et sur les frontières yéménites. Des avions de transport lourds du type C-130 « Hercules » *et des hélicoptères de l'*Imperial Iranian Air Force *(I.I.A.F.) effectuent des missions pour le compte de l'armée du sultan.*

Pour ce qui concerne la présence iranienne dans le nord du pays, je possède peu de détails. Mais j'ai appris de sources officielles et non officielles que l'armée impériale bénéficiait sur la rive arabe du détroit d'Hormouz, à Ras Massendam et dans l'île d'Oum Al-Ghanam, de facilités pour des forces terrestres et pour certaines forces aériennes, cela dans une région où n'existe aucune force omanaise.

la présence jordanienne

Un grand nombre d'officiers jordaniens est stationné à Oman et la plupart de ces officiers sont affectés à la sécurité ou au renseignements. Ils forment des spécialistes civils et militaires. Ils sont responsables des séances de torture qui sont infligées aux détenus politiques des prisons de Jallali et de Ramis. Certains officiers sont responsables de l'instruction et de l'entraînement de l'armée du sultan, tâches où ils appliquent les principes de l'armée royale jordanienne. D'autres sont affectés à l'artillerie du sultan ou au quartier général. Enfin un bataillon du génie opère dans la région du Dhofar. Son travail consiste d'une part à planter et détecter les mines, d'autre part à construire des routes militaires et à instruire le bataillon de génie local. »

Bibliothèque de Sciences Po



Le rôle que les femmes omanaises ont déjà joué dans la lutte de libération...

Dans les « arrières » de la Révolution...

En décembre 1977, une délégation du K.R.O.A.G., le comité danois de soutien à la révolution omanaise, a visité les régions proches des frontières orientales du Yémen démocratique où sont repliés certains éléments de l'infrastructure du Front populaire de libération d'Oman. La délégation a rapporté un témoignage de premier ordre sur la situation des populations civiles omanaises réfugiées au Yémen :

Après les offensives lancées d'octobre 1975 à mars 1976 par les forces impériales iraniennes et l'armée de mercenaires du sultan, soutenues par les bombardements intenses des populations rurales, celles-ci avaient fui les régions pilonnées pour trouver refuge au Yémen démocratique voisin :

— près de la frontière dans la région de Hauf
— dans la région d'Al-Ghaidah, à une centaine de kilomètres à l'intérieur du Yémen.

Cette dernière région est très aride et n'offre quasiment aucun possibilité pour l'agriculture. L'élevage y est difficile. La pêche constitue l'essentiel des revenus de la population. Le Front achemine par voie de terre, par mer et le plus souvent par air du ravitallement pour les Omanais réfugiés.

Al-Ghaidah est la principale ville du 6e gouvernorat du Yémen démocratique. Elle compte environ 10 000 habitants dont 1 000 à 2 000 Omanais. L'infrastructure du Front dans cette ville comprend des écoles, un hôpital et des organisations de femmes et de jeunes.

Les « **Ecoles de la Révolution** », situées à 5 km d'Al-Ghaidah, accueillent actuellement 550 élèves dont 60 filles. Une des écoles est de niveau cours préparatoire et l'autre cours moyen. Pour les études secondaires, les Omanais suivent soit les cours du lycée d'Al-Ghaidah (47 élèves omanais) soit ceux des lycées des autres gouvernorats (100 élèves environ). Certains vont ensuite poursuivre leurs études dans les universités étrangères.

La vie quotidienne à l'école a été grandement facilitée par l'installation de l'eau courante. Un sérieux effort sur la propreté et l'hygiène a permis de réduire le nombre de malades chez les enfants. Mais la nourriture demeure peu variée et carencée (comme celle d'ailleurs de tous les réfugiés et plus généralement des habitants du Dhofar). Le plat quotidien est composé de riz préparé avec des oignons et de la sauce tomate auquel on ajoute parfois du poisson et dans les grandes occasions de la viande.

L'enseignement, semblable à celui des écoles yéménites, comprend en plus une à deux heures d'éducation politique. Plusieurs heures sont consacrées à des réunions politiques sur des sujets divers. Pendant les vacances d'été les élèves dressent des camps où ils reçoivent une instruction militaire. Neuf des quatorze enseignants des écoles du Front sont Palestiniens, un est Bahreini. D'autres enseignants de Bahrein étaient attendus pour cette année mais ils n'ont pu sortir de leur pays...

Quant aux élèves, ayant presque tous perdu un membre de leur famille au combat, ils ont des liens étroits avec la Révolution. On a même relevé quelques exemples d'enfants qui restaient aux côtés du Front alors que leur famile ralliait le régime. Cependant il y a depuis deux ans un problème de recrutement de nouveaux élèves à cause de l'occupation de territoires libérés. La conséquence principale de cette occupa- a été la démobilisation de nombreuses femmes qui ont eu tendance à se réfugier dans leur rôle traditionnel. C'est pourquoi le Front encourage le renforcement de l'**Organisation des femmes omanaises,** l'« O.F.O. », qui avait été créée à son initiative en 1975.

Quant on connaît le rôle que les femmes omanaises ont déjà joué dans la lutte armée et quand on sait l'importance que le Front attache à leur émancipation, on comprend clairement la nécessité du développement de l'O.F.O.

Son rôle essentiel est de promouvoir l'éducation culturelle et politique des femmes par divers moyens : alphabétisation, activités culturelles, réunions politiques et surtout visites et discussions dans les familles, aide à celles-ci pour la construction d'abris, etc...

Bibliothèque de Sciences Po

Théâtre dans une école du Front :
le contrôle des Populations du Dhofar par les Forces étrangères

Le fait que les femmes omanaises aient en général de nombreux enfants rend difficile leurs déplacements pour assister aux cours d'alphabétisation. Chaque fois qu'elle le peut, l'O.F.O. organise sur place des classes. La politique du Front, depuis quelques temps, est de demander aux réfugiés dhofaris au Yémen de rentrer en Oman mais nous avons visité à quelques kilomètres d'Al-Ghaidah un camp qui accueille encore une soixantaine de personne et dont les femmes suivent des cours mis en place par l'O.F.O.

L'Organisation des femmes omanaises s'attache d'autre part à établir et développer des relations avec toutes les organisations de femmes, aux niveaux arabe et mondial.

La même stratégie est appliquée par l'**Organisation de la Jeunesse Omanaise** qui lors de son premier congrès, en décembre 1977, a reçu les délégations d'autres organisations de jeunesse (du Yémen démocratique, de Lybie, d'Irak, d'U.R.S.S., du Vietnam et du Front Polisario).

Cette stratégie a déjà permis de remporter des succès : il est remarquable que l'O.F.O. soit devenue membre de l'Union des femmes arabes alors que la candidature de l'Organisation des femmes du sultan a été rejetée (cette fameuse organisation des femmes du sultan a été mise sur pied après mille et un déboires dont le plus notoire est l'arrestation de sa principale dirigeante, accusée d'appartenir au F.P.L.O.).

Sur le plan médical, le principal centre du Front est l'**Hôpital Martyre Fatma Ghananah** à Al-Ghaidah. Il est administré par le Croissant rouge omanais avec le concours d'une mission médicale cubaine comprenant cinq médecins spécialistes et une équipe technique.

Cet hôpital représente un acquis vital pour le Front car son excellent équipement permet d'y réaliser toutes les sortes d'opérations (à l'exception de celles du cœur).

La région de Hauf. C'est une zone montagneuse qui s'étend sur toute la frontière entre le Yemen et le Dhofar et s'avance jusqu'à la mer.

La côte est parsemée de petits villages de pêcheurs dont le plus important est Hauf, grosse bourgade de quelques milliers d'habitants qui porte encore les traces des bombardements intenses de 1972 et de 1975 (au cours desquels deux bureaux du Front avaient été détruits). On pourrait l'imaginer tout juste jaillie d'un autre siècle, si elle ne portait pas les marques de son temps : l'eau courante et l'infrastructure du Front

— une école primaire
— une petite clinique :

La clinique « Martyr Habkook », à quelques kilomètres de Hauf, près de la frontière, accueille de 50 à 70 patients par jour. Les cas les plus fréquents sont : tuberculose, malaria, diarrhée, anémie et maladies des voies respiratoires. Deux infirmiers et un laboratin constituent le personnel permanent et dix jours par mois un médecin d'Al-Ghaidah vient sur place. Les cas graves sont acheminés sur l'hôpital Al-Ghananah.

Les bombardements anglo-iraniens de 1975 avaient détruit la clinique. Elle a été reconstruite et le Croissant Rouge Omanais prévoit maintenant de l'agrandir en hôpital avec un médecin permanent.

La plupart des réfugiés Omanais se trouvent dans les collines qui surplombent Hauf où les conditions de vie sont proches de celles du Dhofar occidental. Il y en a probablement quelques milliers qui sont dispersés jusqu'à une profondeur de 30 à 40 km à l'intérieur du Yémen Démocratique.

Les familles vivent, à la manière traditionnelle, dans des grottes naturelles bien dissimulées derrière les branchages. Parfois on en trouve construites avec de grosses pierres. Le « mobilier » est rudimentaire : un matelas par terre et quelques valises ou caisses pour les affaires personnelles. A cela, il faut ajouter, en général, un thermos et souvent un poste-transistor. Ce poste de radio est essentiel car c'est le seul lien avec le monde extérieur : les Omanais se retrouvent chaque soir pour écouter l'émission de 45 mn du F.P.L.O., diffusée depuis Aden.

C'est une vie difficile qu'ils mènent où il faut marcher parfois des heures avant de trouver la moindre goutte d'eau. De l'eau pour les hommes mais aussi pour les bêtes car la plupart des familles possèdent au moins quelques chèvres et, dans les meilleurs cas, une vache. Dans la mesure où il le peut, le Front fournit un peu d'argent et du ravitaillement. Mais le quotidien reste bien maigre.

des maquisards omanais...

Dans toute cette région, la Milice et l'Armée du Peuple vivent parmi la population dans une atmosphère d'entraide et de coopération.

Ainsi une femme omanaise a accueilli la délégation danoise avec ces mots : « Nous sommes vieux, nous sommes pauvres et malades, mais longue vie à notre Révolution — et bienvenue à vous —! »

Et elle leur raconte gravement l'histoire des deux familles (11 personnes en tout) qui vivent à cet endroit : ils viennent d'un petit village du Dhofar occidental où ils vivaient de l'élevage. Sa famille possédait 25 chameaux et 50 chèvres, tous abattus par les bombardements britanniques. Leur village aussi a été détruit. Des membres de leur famille ont été tués. Alors finalement en 1973 ils ont décidé de partir.

Ils ont marché longtemps, dix nuits, avant d'arriver ici et encore la dernière nuit, ils la firent sous une pluie de feu et de balles. Maintenant, ils n'ont plus rien, mais le Front les aide en fournissant de la nourriture, un peu d'argent et les soins médicaux. La femme leur dit encore qu'avant son mariage elle a reçu un entraînement militaire et qu'elle s'est battue dans l'Armée de Libération. Son mari lui n'a jamais été dans l'armée.

Ces deux familles sont un exemple parmi tant d'autres : tous ces réfugiés omanais ont tout perdu sous les bombardements étrangers et ont fui la destruction et la mort. Mais ce qui est remarquable, c'est que cette population soit très politisée en général et que presque tous les adultes sachent lire et écrire l'arabe. Beaucoup d'hommes sont entrés dans la milice, quelques femmes sont engagées militairement et tout ce peuple est déterminé à vaincre.

Dans une discussion avec la délégation danoise, un Omanais leur dit qu'il est très difficile d'accomplir une révolution, qu'elle ne tombe pas du ciel, mais qu'elle est l'œuvre des hommes et qu'elle doit être victorieuse...

L'évolution de la Révolution omanaise dépend en partie de l'évolution de la situation internationale et en particulier du rapport des forces dans le Golfe. Elle dépend aussi du réalisme des analyses et des positions du F.P.L.O. Mais son atout essentiel, sa force vivante, c'est cette volonté extraordinaire de tout un peuple de vaincre.

Bibliothèque de Sciences Po

soutien à la lutte du peuple érythréen

Des relations militantes existent depuis de nombreuses années entre les révolutions érythréenne et omanaise qui ont à diverses reprises affirmé leur soutien réciproque.

Le C.S.R.O. a publié le 12 avril dernier le communiqué suivant qui a été transmis au Comité central exécutif du F.P.L.O. et au gouvernement sud-yéménite :

« Devant l'assaut lancé par le régime sanguinaire d'Addis Abeba contre le mouvement de libération érythréen, le Comité de soutien à la révolution en Oman (France) tient à réaffirmer son appui de principe à la courageuse lutte d'indépendance du peuple érythréen.

En Erythrée comme à Oman des armées d'occupation tentent de nier un même principe fondamental : celui des peuples à déterminer leur destin. Elles échoueront.

Le Comité de soutien à la révolution en Oman fait part à la direction du Front populaire de libération d'Oman et au gouvernement du Yémen démocratique de son inquiétude devant la vaste offensive menée par la junte éthiopienne.

Il informe de ces démarches tous les autres comités de soutien au mouvement révolutionnaire en Oman. »

déficit sans précédent pour l'économie du sultanat

Le budget du sultanat d'Oman a finalement enregistré pour l'année 1977 un déficit brut sans précédent : 803 millions de dollars, somme qui représente pour l'époque considérée 36 % des dépenses du sultanat (et 56 % des recettes !)...

Compte tenu des aides allouées au sultan (notamment par l'Arabie séoudite et le Koweit), il subsiste un déficit de 385 millions de dollars. Un peu plus de la moitié seulement a pu être couvert par des appels à l'emprunt.

salmin : soutien total au peuple d'Oman

Salem Robaya Ali, le président du Conseil présidentiel du Yémen démocratique, a réaffirmé le 3 octobre dernier à la tribune des Nations-Unies le soutien de son pays à la lutte du peuple d'Oman. Il a notamment déclaré :

« Les desseins expansionnistes de certains régimes, les interventions militaires dans les affaires des petits pays et l'existence de pactes militaires agressifs, tout cela concourt à menacer la sécurité de notre région toute entière.

Ce qui se passe en Oman illustre bien ce danger. L'ingérence militaire, si flagrante, empêche le peuple omanais de choisir sa destinée. Nous dénonçons toutes les interventions militaires, d'où qu'elles viennent, et nous considérons qu'un régime politique dont le maintien repose sur la présence de forces et de bases étrangères perd toute légitimité. Nous réaffirmons notre soutien total à la lutte menée depuis plus de douze ans par le peuple omanais, sous la direction du Front populaire de libération d'Oman, lutte qui vise à réaliser l'indépendance et la souveraineté véritables. »

Londres persiste...

Lu dans un récent numéro du « Middle East Economic Digest », une revue peu susceptible de sympathies progressistes :

« ... Le maintien de l'ordre au Dhofar repose sur une force principalement cosmopolite. Le commandant en chef de la Brigade « Dhofar », le fer de lance de l'armée de terre du sultan d'Oman (ATSO), est un officier détaché de l'armée britannique, le général de brigade Charles Huxtable. Il commande cinq bataillons d'infanterie, un escadron mobile blindé, un régiment d'artillerie, une unité du génie et quelques forces d'appui, au total 6 200 hommes. Deux des bataillons d'infanterie sont Omanais mais les trois autres sont décrits officiellement comme des « Baloutches pakistanais sous contrat » stationnés en permanence au Dhofar. Il y a 200 officiers britanniques en mission ou détachés auprès de l'ATSO et 465 officiers britanniques sous contrat. Le gouvernement de Londres fournit l'assistance directe suivant à l'ATSO : un escadron du génie, des éléments du Special Air service désignés sous le nom de British Army training team, une unité postale et une unité chirurgicale de campagne. »

Les chiffres officiels, sans doute sous-estimés, sont très discrets sur les dimensions du déploiement de l'armée impériale iranienne en Oman...

une délégation du F.P.L.O. à Paris

Une délégation du Front populaire de libération d'Oman a effectué une visite en France au mois d'octobre dernier. L'objet de cette visite était le renforcement des liens qui unissent le Front et les forces progressistes qui soutiennent en France la lutte de libération du peuple omanais. La délégation a notamment été reçue aux sièges du Parti communiste français, du Parti socialiste, de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Au cours de ces rencontres des informations sur les situations respectives en France et dans la région du Golfe ont été échangées. La délégation du F.P.L.O. a souligné qu'Oman demeurait livré aux forces d'occupation de plusieurs armées étrangères. Elle a fourni des détails sur les campagnes d'arrestations qui s'abattent périodiquement sur les militants progressistes omanais.

La C.G.T. a publié un communiqué réaffirmant sa ferme solidarité avec l'action du F.P.L.O. et fait part à la délégation omanaise de son désir de développer des rapports avec les syndicats clandestins qui se forment dans le sultanat. Elle a d'autre part adressé un télégramme de protestation au gouvernement du sultan :

« La C.G.T. de France, au nom de ses 2 500 000 adhérents, proteste contre la répression que subissent les militants nationalistes et les militants ouvriers à Oman. Elle demande la libération des centaines d'emprisonnés et exige l'établissement et le respect des libertés et droits syndicaux à Oman. »

bahrein : dispositif policier renforcé

46 étudiants bahreinis viennent de se voir confisquer leur passeport par les services du major Henderson, le responsable britannique des services de sécurité de l'île. Au mois de juillet dernier une mesure similaire avait déjà frappé un premier groupe de 200 étudiants. L'objectif visé est d'empêcher les étudiants progressistes de poursuivre ou d'entamer des études à l'étranger. Les autorités féodales cherchent d'autre part à porter un coup à la montée des luttes estudiantines à Bahrein même.

La mesure adoptée établit un contrôle policier sur les déplacements des étudiants. Elle est incompatible avec la charte des droits de l'homme que Bahrein a pourtant signée. Elle met en évidence le caractère répressif du régime.

de moins en moins de pétrole...

Shell, la Compagnie française des pétroles et Partex (les trois compagnies pétrolières actionnaires de la Petroleum Development Oman) espèrent que le gisement de Marmoul, au Dhofar, produira lors de sa mise en exploitation en 1980, 30 000 barils de pétrole par jour. Dans ces conditions la production omanaise se maintiendrait à 250 000 barils/jour. Elle dépasse aujourd'hui 333 000 barils/jour.

Bibliothèque de Sciences Po

Le Chah en tournée d'inspection au Dhofar en décembre dernier

Pour participer à l'action du Comité Oman...

Des Comités Oman existent dans une douzaine de villes de province.

Pour prendre contact, écrivez-nous à
C.S.R.O. 14, rue Nanteuil, 75015 Paris.

Des permanences sont tenues à cette adresse tous les jeudis à 18 h 30 (pour prendre contact avec le comité de Paris ou se procurer du matériel d'information).

Contacts téléphoniques : 533-46-11 aux mêmes heures. Des messages peuvent être laissés tous les jours sauf le lundi, de 15 h à 22 h au 531-43-38.

La liste du matériel diffusé est adressée sur demande. elle comprend notamment :

— abonnement à « OMAN EN LUTTE » (30 F en pli ouvert pour la France)

— disque « Chants révolutionnaires d'Oman, du Yémen et d'Iran » (25 F)

— nouvel album : « Chants révolutionnaires d'Oman » (30 F)

— jeu de 8 cartes postales en couleurs (10 F franco)

— catalogue de photos Noir et Blanc et Couleurs pour passer des commandes (20 F franco)

Frais d'envoi pour les disques : 7 F pour la France quelle que soit la quantité.

Libeller les règlements à l'ordre du **CSRO, CCP 213150 PARIS.**

visite d'inspection du chah au Dhofar

Le Chah s'est rendu le 6 décembre dernier au quartier général des forces iraniennes en Oman. Après une tournée des popotes il a participé à un banquet offert par le Sultan au cours duquel celui-ci a déclaré qu'il souhaitait le renforcement, dans tous les domaines, des rapports avec l'Iran et qu'il « sollicitait les initiatives du Chah » qu'il a qualifié de « *grand frère* ». L'empereur avait pourtant déclaré un mois auparavant à l'hebdomadaire américain « Newsweek » qu'il « *n'était pas intéressé à jouer au grand frère* »...

L'affaire s'est quand même bien terminée et des officiels du Sultanat ont démenti toute rumeur de départ des troupes iraniennes stationnées en Oman.

sommet de la fermeté : soutien au peuple omanais

Le second « sommet » des pays du Front arabe de résistance qui s'est tenu à Alger au début du mois de février a publié une déclaration politique qui exprime « la grande inquiétude de la conférence au sujet de la présence militaire étrangère en Oman et affirme son soutien au peuple omanais dans la lutte qu'il mène pour sa libération, pour son indépendance et pour sa souveraineté nationale ».

A Mascate, un porte-parole du Sultan a déclaré en réponse que le Sultanat d'Oman était un état indépendant et souverain membre de la Ligue arabe et de l'O.N.U. Dans ces conditions, a-t-il ajouté, la déclaration d'Alger constitue une ingérance provocante dans nos affaires intérieures.

(Suite de la page 1)

Les choix stratégiques américains pour le Golfe — application de la doctrine Nixon, politique « des deux piliers » — prévoient que l'Iran se voit confier l'aspect militaire de la défense des intérêts impérialistes alors que l'Arabie saoudite est plutôt chargée de l'action politique et financière, notamment à l'égard des états arabes de la péninsule.. Ce qui n'empêche pas Washington de renforcer ses capacités d'intervention dans la région. Le secrétaire d'état Harold Brown a déclaré sans nuances que *« le contrôle soviétique sur le Golfe conduirait à la dislocation de l'O.T.A.N. »* et qu'en conséquence des conflits localisés dans la région *« attisés par l'U.R.S.S. »* pourraient amener les Etats-Unis à intervenir militairement.

En vertu de quoi a été adopté le principe de la création d'une force d'intervention rapide composée de trois divisions spécialement entraînées.

La compétition n'en est pas moins rude sur tous les terrains — et ils sont nombreux — où se retrouvent face à face les deux alliés de Washington. Un flot d'armes américaines continue de se déverser dans les arsenaux des deux géants du Golfe. Carter, comme son prédécesseur (qu'il avait traité de « premier marchand de canons du monde), paie de sa personne et se livre à des acrobaties de procédure pour imposer à un Congrès trop « cartériste » (ancienne manière) la relance d'une politique de ventes d'armes ultra-modernes aux alliés du Moyen-Orient.

Dans la compétition en cours, les Saoudiens ont eux aussi remporté des succès. Notamment en limitant la hausse des tarifs pétroliers ce qui avait contraint dès 1975 Téhéran à revoir en baisse ses programmes d'armement et de développement. Le Chah, lors de sa récente visite à Washington, avait capitulé sur ce sujet en abandonnant toute revendication de hausses significatives. Mais sur le terrain, le régime de Téhéran vient d'avancer un nouveau pion en incitant le sultan d'Oman à revendiquer une partie de Ras Al-Khayma, un des émirats de la F.E.A.U. Intérêt pour le sultan qui se débat dans des difficultés financières permanentes : s'approprier les gisements pétroliers off-shore récemment découverts en regard du territoire « contesté ». Intérêt pour le chah : réaliser la continuité territoriale entre la péninsule de Masendam et l'Oman intérieur, ce qui serait en soi d'une grande valeur stratégique, sans compter la possibilité d'établir une base dans un site unique.

L'Arabie Saoudienne a elle aussi un grand dessein en Oman : obtenir la cession par le sultan d'un couloir d'accès à la mer d'Arabie traversant le Dhofar du nord au sud et dans lequel serait construit un pipe-line dont Riyadh désire — ni plus ni moins — assurer directement la sécurité. Prétexte à d'ultérieures interventions contre le mouvement révolutionnaire. Un tel projet constituerait une nouvelle étape dans le dépeçage du territoire et de la pseudo-souveraineté d'Oman.

Une seule difficulté peut-être : le couloir passerait par la région ouest du Dhofar où précisément, après deux ans d'inactivité, les maquisards du Front populaire de libération d'Oman viennent d'étendre leurs opérations militaires en mettant hors-combat les 20 et 21 janvier derniers 12 soldats des forces alliées anglo-iraniennes et en détruisant deux de leurs camions.

OMAN EN LUTTE, Dir. public. M. Pellas
Commission paritaire n° 57583. Dépôt légal 2e trimestre 1978.
Imprimeurs libres

Bibliothèque de Sciences Po